

LA PROBLEMATIQUE DE LA FORMATION DES JEUNES RURAUX A MADAGASCAR

1. INTRODUCTION

Bien qu'elle soit très complexe au niveau de ses cibles et de son organisation, la formation Agricole est aussi importante que les autres filières de formation pour les besoins du développement de Madagascar, dont l'Agriculture est la base de l'économie ;

Voici quelques chiffres pour justifier le poids du secteur Agricole :
De 1984 à 2005 :

- l'agriculture représentait en moyenne 47% du PIB primaire
- l'élevage et la pêche 42%
- la sylviculture 11%
- la part du secteur agro alimentaire est passée de 34% à 37,8% en 2005

2. QUELQUES DONNEES DEMOGRAPHIQUES

Au niveau de la démographie, Mcar connaît une dynamique remarquable, ayant des conséquences multiples, notamment au niveau du secteur Agricoles.

Voici quelques données :

- En 1900 la population Malgache est estimée à 2.500.000 hab
- En 1950 elle a atteint les 4.320.000 hab
- En 2006, 18.600.000 hab
- En 2020, par projection, elle serait de 27.000.000 hab

Mcar est encore un pays faiblement urbanisé :

- En 1950 la croissance urbaine est de 7% de la population totale
- En 2006 elle est de 26%
- En 2020, par projection, elle serait de 33,5%

Cette poussée d'urbanisation n'entraîne pas un décroît de la population rurale qui, aujourd'hui, est estimée à 13.800.000 hab, passera à 19.600.000 en 2030, et peu différenciée de la population Agricole.

3. ENJEUX DE LA FORMATION AGRICOLE

Les données ont révélé également **une forte poussée de nouvelles cohortes de jeunes enfants scolarisables et de jeunes ruraux à insérer dans la vie active.**

- Le nombre d'enfants scolarisables (6 à 10 ans) progresse de 260.000 en 2000 à 470.000 en 2020
- L'effectif de jeunes ruraux passera de 280.000 en 2000 à 520.000 en 2020

1. **Ces données montrent que la population malagasy est une population jeune et essentiellement rurale. La politique agricole se conjuguera notamment avec ces jeunes.**

2. Les progressions des effectifs des cohortes annuelles induisent une forte augmentation de la population active à laquelle il faudra proposer des emplois et auto emplois :

- 2.260.000 en 1950
- 8.160.000 en 2000
- Et 27.300.000 en 2020

L'actuel structure de l'emploi et de l'auto emploi est de :

- **3% en secteur public**
- **14% en secteur privé non Agricole**
- **83% en secteur privé Agricole**

Le secteur informel rural représente le plus grand pourvoyeur d'emploi et auto emploi, sachant que la différence entre ruraux et Agriculteurs est à peine esquissé, on peut déduire que la quasi-totalité de ces emplois est Agricole.

- Cette cohorte qui entre sur le marché du travail impose une prise en main par une formation spécifique et une éducation rurale ;
- L'exercice du métier rural ne pourra plus se transmettre par le simple apprentissage familial ;
- Il convient de former de nouvelles générations de cadres et techniciens, à la fois pour pallier les départs en retraite des agents du ministère et répondre aux nouveaux besoins naissants : secteurs agro-industriels et services.

4. QU'EN EST IL DE LA DEMANDE

La multiplicité des formation post BEPC contraste avec la quasi absence de formation post primaire, qui concerne le plus grand nombre de la population concernée.

Quelques chiffres pour illustrer :

- 22% des élèves entrant dans le système éducatif malagasy arrivent en classe de sixième et 7% en classe de seconde. A ce stade, les jeunes se considèrent faire partie, déjà, d'une certaine élite et retourneront difficilement dans une unité familiale de base. **Ce qui fait que la grande masse des exploitants Agricole de demain aura le niveau primaire ou post primaire.**
- Le nombre d'unités paysannes en progression constante depuis 2003 est estimé à 2.394.000. Elles sont caractérisées par un fort taux d'analphabétisme et un quasi absence de formation professionnelle de base en dehors de l'apprentissage familial de leurs responsables. **Il convient donc de positionner les formations professionnelles en fonction de ces réalités.**

5. QU'EN EST IL DES OFFRES

L'appareil éducatif Agricole malagasy est marqué par :

- **Une forte atomisation,**
- **Un isolement et un quasi absence de coordination,**
- **Une dualité de pilotage entre le MAEP et le MENRS**
- **Un profond déséquilibre en terme de flux**

Multiples et variables sont les activités pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes ruraux mais sont œuvrées **sans coordination**.

En terme de dispositif global le flux annuel moyen pour le secteur public sous tutelle du MAEP est de :

- 90 ingénieurs
- 47 techniciens de niveau moyen
- 6.000 post primaires formés

Sur la base de 2.400.000 unités paysannes et de 6.000 formés par an, l'actuel dispositif de formation professionnelle Agricole touche 0,25% des unités paysannes. **Il faudrait donc, en principe, 400 ans pour que chaque famille paysanne puisse voir passer un de ses membres en formation.**

Le dispositif actuel étant constitué par **un ensemble d'établissements et centres de formation Agricole rattachés au secteur public et sous tutelle du MAEP (09 établissements et 03 centres), une multitude d'établissements et centres de formation Agricole, dominé par le secteur privé confessionnel, rattaché au MENRS.**

En dehors de ce dispositif, il y a les projets et programmes, financés sur des fonds extérieurs, et qui sont rattachés aux différents Ministères, qui oeuvrent pour la formation et l'insertion des jeunes ruraux.

Une étude sur la rénovation de ce dispositif de formation Agricole Malagasy, devant aboutir à la formulation d'une Politique et de Stratégies Nationales de Formation Agricole et Rurale, est en cours actuellement.

Donnons ici le Cas du PROJER (Projet Jeunes Entrepreneurs Ruraux) qui est un projet rattaché au MAEP, pour illustrer les actions de formation et d'insertion professionnelle et sociale de jeunes ruraux

Objectif du projet

Le projet jeunes entrepreneurs Ruraux (PROJER) a pour objectif sectoriel le renforcement de la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus dans le monde rural par l'intensification et la modernisation des techniques culturales.

L'objectif immédiat du projet est la promotion de la production agricole par la création de 325 entreprises agricoles et rural soutenues par un ensemble de mesures d'accompagnement portant sur la formation, l'équipement, l'appui technique et institutionnel, le financement nécessaire à l'installation durable des jeunes entrepreneurs ruraux (JER) devant jouer un rôle moteur dans le développement régional par une dynamique de pôle d'activité

Le programme vise pour faire face au problème de chômage des jeunes, en particulier diplômés et d'origine urbaine, et de la paupérisation du monde rural, la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie sur la création d'activités entreprises dans une optique professionnelle, et articulée avec le paysannat . Le secteur primaire, avec le large éventail des opportunités d'activité qu'il offre présente à Madagascar la plus importante capacité d'absorption de jeune en quête d'insertion professionnelle.